

Texte paru sur Proteo, information numérique régulière du syndicat italien USB affilié à la FSM.

Attention on a utilisé pour ce texte un outil de traduction automatique. Il peut donc y avoir des imperfections de traduction. Pour le texte original en italien cliquer sur le nom de l'auteur.

Le radeau Titanic. De la crise aux services publics: le point d'arrivée pour les grandes familles du capitalisme italien

[Vladimiro Giacché](#)

"Au cours de la dernière décennie du XXe siècle, l'Italie a perdu sa grande industrie manufacturière"

(M. Mucchetti, *Licenziare i padroni?*, Milan, Feltrinelli, 2003, p. 160)

« La grande privatisation a en effet laissé une grande partie des activités abandonnées dans des mains italiennes, mais au prix d' un affaiblissement de la dynamique concurrentielle des parties importantes de l'industrie, offrant plus d'opportunités de profits faciles »
(Giangiacomo Nardozi, *Il Sole 24 Ore*, 20/10/2002)

1. Prologue en bourse

"Pour faire défiler la liste des sociétés progressivement admises sur la liste des actions de la Bourse de Milan, il est possible de retracer les étapes évolutives du capitalisme italien et de ses principaux acteurs de l'Unité jusqu'à nos jours. A travers la succession des entreprises et de leurs domaines d'activité, on observe le passage du capitalisme bancaire et ferroviaire de la fin du XIXe à celle typique de la deuxième révolution industrielle - à base de fer et de l'acier, l'ingénierie et chimique - Italie Giolitti; la consolidation de l'électrique a eu lieu pendant la première période d'après-guerre - quand Milan est maintenant la référence du pays - et l'émergence de la présence de l'État après la crise des années 1930; nous voyons le succès du capitalisme d'ingénierie-énergie des années du miracle économique et du début, *Il perçoit, peut - être mieux que tout autre observatoire, la tendance élite du capitalisme italien à l'exercice, depuis la crise pétrolière de 1973, de moins en moins l'industrie et de plus en plus des finances, compris non pas comme un moyen de soutenir la croissance de la production, mais comme une activité à part entière, une véritable "industrie" capable de réaliser l'essentiel des bénéfices dans ses opérations; enfin, la logique financière est révélée, ce qui, à la fin du siècle, est à la base de nombreux processus de privatisation des grandes entreprises publiques italiennes* ". [1]

Le passage maintenant cité, tiré d'une des meilleures études de synthèse sur les événements de la Bourse italienne, mérite d'être lu avec beaucoup de soin, surtout dans sa dernière partie. Tout d'abord parce qu'elle met précisément le *processus d'abandon des grandes entreprises* par les grandes dynasties d'affaires italiens, et lui a donné (à juste titre) le début des années soixante - dix. C'est au cours de ces années que, comme nous le lirons plus loin dans le même essai, *«de nombreuses grandes entreprises - mais le phénomène était international - ont commencé à renforcer les unités spécialisées dans l'intermédiation financière; intervenant directement dans l'arbitrage et les valeurs mobilières, ils «contaminent» [sic] leurs profits avec leurs propres éléments de revenus (intérêts, gains spéculatifs) et la contribution de la gestion non industrielle au résultat d'exploitation ne cessent d'augmenter, ce qui contribue à déplacer les principaux objectifs de la production*

vers la masse de manœuvre disponible pour les interventions engagement court et beaucoup de capitulation". [2] En d'autres termes, le remplacement de la production industrielle par la spéculation financière est un moyen de réaliser des bénéfices. La raison de ce phénomène, dont l'auteur souligne à juste titre le caractère international, est donnée par la crise de surproduction et d'accumulation de capital qui, à partir des années 70, se prolonge jusqu'à nos jours (et qui en Italie a eu des effets particulièrement dévastateurs) productive). C'est dans ce contexte que les grandes familles du capitalisme italien prennent le chemin de la "financiarisation". Dans un sens très concret: à partir de ces années, de nombreuses premières entreprises industrielles se sont transformées en sociétés financières qui «ont plus que dirigé pour trouver des ressources» pour les activités industrielles des groupes auxquels elles appartiennent, ils semblent «réaliser des avantages spéculatifs» en tant que tels. [3] En parcourant la liste des sociétés cotées à la Bourse de Milan, vous pouvez toucher à l'ampleur de cette transformation. Ainsi, rien qu'en 1973, ils sont cotés en bourse, avec une fonction de *détention* financière: la Conceria Italiana Riunite (CIR, en 1976 elle sera acquise par le groupe De Benedetti et nommée Compagnie Industriali Riunite); Gilardini Industriale, créé en 1905, est entré en possession de De Benedetti (en 1976 il ira à Fiat, et en 2000 il sera incorporé à Magneti Marelli); les participations financières nationales; Riva Finanziaria, née en 1946 sous le nom de Simic; Acqua Marcia, fondée en 1867 (qui fait maintenant partie du groupe Caltagirone). Les années suivantes, ce sera le tour de Finrex (1974) et des Terme Demaniali di Acqui (1978). Dans les années quatre-vingt, nous aurons la Italmobiliare (1980), Gemina (1981), CIR (1985), Cam Finanziaria et Sogefi (1986), Ferruzzi Finanziaria (1988) et Franco Tosi (1989). Dans les années quatre-vingt-dix, la vidange définitive d'Olivetti et sa transformation en une boîte financière. Dans presque tous ces cas, Ce sont d'anciennes entreprises manufacturières transformées en véhicules de transactions financières. Ils portent souvent en leur nom l'histoire d'une métamorphose radicale du capitalisme italien. Une métamorphose qui a conduit les sociétés financières italiennes à peser sur la capitalisation boursière pour quelque chose comme 37% (contre 15% en France, 25% au Royaume-Uni, 30% en Allemagne - où même les banques ont historiquement poids important en bourse). [Une métamorphose qui a conduit les sociétés financières italiennes à peser sur la capitalisation boursière de quelque chose comme 37% (contre 15% en France, 25% au Royaume-Uni, 30% en Allemagne - où même les banques ont historiquement poids important en bourse). [Une métamorphose qui a conduit les sociétés financières italiennes à peser sur la capitalisation boursière pour quelque chose comme 37% (contre 15% en France, 25% au Royaume-Uni, 30% en Allemagne - où même les banques ont historiquement poids important en bourse). [4]

Mais nous arrivons à la deuxième raison d'intérêt du passage cité au début: il mentionne, en dehors des régimes habituels, le *processus de privatisation* des entreprises publiques, en mettant l'accent sur la "logique financière" (et non "industrielle") qui a inspiré. Ceci est une déclaration pleinement acceptable. Mais il est possible de faire un pas en avant et de montrer comment le processus d'abandon de l'industrie par le grand capital italien et le processus de privatisation des entreprises publiques sont étroitement liés. Précisément dans le sens où *les privatisations ont permis d'achever le processus d'abandon de la grande industrie par le «gotha» du capitalisme italien*. C'est ce que nous allons essayer de démontrer sur ces pages.

2. Au revoir à la grande industrie: les chiffres de la crise

Commençons par la fin, c'est-à-dire par la situation actuelle. Parler de "au revoir à la grande industrie" peut sembler excessif. Mais les choses sont comme ça. Cela est confirmé par la

plus récente enquête menée par Mediobanca sur les sociétés multinationales. Commençons par les *dimensions* : sur les 274 multinationales mondiales, les 18 grandes multinationales allemandes en 2001 ont réalisé un chiffre d'affaires de 737 milliards d'euros; les 24 français, 478 milliards d'euros; les 15 170 milliards d'euros italiens. Parmi ceux-ci, la taille des homologues européens est comparable à celle de Fiat [et les données font référence à une période d'aggravation de la crise], Eni [contrôlée par l'État] et Telecom [société de services et non manufacturière]. Et nous venons à l'*occupation*: Les multinationales allemandes emploient 2 700 000 travailleurs, les Français 1 900 000, le nôtre seulement 600 000. En ce qui concerne les *secteurs*, si 31,4% de la population mondiale, soit environ un tiers du chiffre d'affaires des multinationales, est produit dans les deux secteurs les plus avancés, électronique et chimique, en Italie, 1,1% seulement du chiffre d'affaires provient de de l'électronique et seulement 3% de la chimie (4,1% au total). Ce n'est pas fini. Les *bénéfices* produits par ces entreprises sont décidément médiocres: seules 3 multinationales italiennes sur 15 (Italcementi, Eni et Telecom) ont obtenu de bons résultats en 2001. Par ailleurs, les entreprises italiennes ont, outre Eni, *des dettes élevées* et des *fonds propres* insuffisants. .En outre, ils occupent la dernière place dans *les dépenses de recherche et développement* , auxquelles seulement 2,4% du chiffre d'affaires est alloué (contre 3,7% de la moyenne européenne, 4,7% des États-Unis et 5,7% du Japon). La seule chose dans laquelle les capitalistes italiens sont imbattables est la capacité à réduire le coût de la force de travail même en présence de gains de productivité importants: comparé à une augmentation de la valeur ajoutée par employé de 89,5% sur la période 1992-2001, le coût de la main-d'œuvre n'a augmenté que de 15,9% (en valeur nominale); c'est inférieur à celui de *tous* les autres principaux pays pris en compte par la recherche. [5]

Apparemment, cet enregistrement peu enviable n'a pas du tout éliminé la crise. En effet. Pour effacer la situation est suffisamment grave pour faire référence à ce qui est dit en mai 31, le gouverneur de la Banque d'Italie, un homme qui encore 2 il y a cru (deux) ans possible « miracle italien » claironné par le roi télévente et son comptable de confiance.

En 2002, la production en Italie a stagné et le PIB n'a progressé que de 0,4% (dans la zone euro, la croissance était de 0,8%). Les importations ont augmenté de 1,5%, tandis que les exportations ont diminué de 1% (celles des pays de la zone euro ont augmenté en moyenne de 1,2%), malgré la reprise du commerce mondial. (+ 3%). Mais surtout, l'indice de la production industrielle a diminué de 1,4% en 2002. Le degré d'utilisation des capacités de production dans les secteurs manufacturiers "est tombé à son plus bas niveau depuis le milieu des années quatre-vingt-dix". Et le ralentissement des investissements fixes bruts s'est poursuivi dans tous les secteurs, mais la baisse de 4,1% du secteur manufacturier s'impose. Le pire reste cependant à venir: les prévisions pour 2003, basées sur les premiers mois de l'année, elles constituent une nouvelle "contraction de la production manufacturière" et un PIB "sensiblement stagnant". Mais surtout, un effondrement de l'accumulation pour l'ensemble de l'entreprise (-10,7%), particulièrement accentué dans le secteur manufacturier (-13,6%). [i]

C'est une crise qui vient de loin. Elle est inscrite dans la crise plus générale de la surproduction, et donc de l'accumulation du capital, qui a caractérisé les principales économies capitalistes depuis les années 1970. Mais, même dans ce contexte, il prend une gravité particulière. Écoutons ce que nous dit le gouverneur de la Banque d'Italie: " *Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le déclin de la compétitivité a amené la participation italienne au commerce mondial au niveau atteint au milieu des années soixante. À prix*

constants, la part de marché est passée de 4,5% en 1995 à 3,6% en 2002 (soit -20% en sept ans, éd.). La perte est généralisée sur tous les marchés... La présence de nos produits dans les secteurs technologiquement avancés est faible... L'augmentation des achats de l'étranger pour satisfaire une partie croissante de la demande intérieure de produits finis et de biens intermédiaires a clairement dépassé celui des exportations ... Dans les autres économies de la zone euro, les importations les plus importantes ont été plus que compensées par la hausse des ventes à l'étranger ". De plus, *last but not least* , "le caractère dualiste du système économique italien, atténué jusque dans les années soixante-dix, grâce aux investissements élevés dans les régions méridionales en infrastructures et dans les secteurs de base mis en œuvre avec l'intervention extraordinaire, a encore augmenté ces dernières décennies ». [[i](#)] Il y a vraiment mal ...

3. La "nouvelle" carte du pouvoir boursier

La situation que ces faits nous donnent est pour le moins dramatique. On pourrait donc s'attendre à un véritable tremblement de terre également en ce qui concerne les cotations de la bourse italienne. Et en fait, les choses sont comme ça, car elles sont faciles à vérifier.

Qui a voulu dessiner une carte du capitalisme italien, nous disons, à la fin des années quatre-vingt, n'aurait pas dû travailler dur. À ce moment-là, en effet, les avoirs de Fiat n'avaient capitalisé qu'un tiers de la totalité de la bourse italienne: il y avait notamment des sociétés comme Snia, Gemina (Rizzoli et *Corriere della Sera*.), Magneti Marelli, Unicem, Sorin, Olcese, Toro Assicurazioni, Rinascente. Et le reste de la liste de prix? Les noms historiques de la grande industrie italienne: Pirelli (nom combiné depuis les années soixante avec celui des Agnelli dans un délicieux couplet ponctué par les événements), Olivetti, Montedison; et enfin une sécurité financière, à commencer par l'assurance Generali. Globalement, les neuf premiers groupes nationaux pourraient se vanter de la quasi-totalité de la capitalisation boursière. Montedison a représenté 16% de la capitalisation boursière, Olivetti (à l'époque déjà par De Benedetti) 10%. [[6](#)]

Après quinze ans, les choses ont changé. Et beaucoup Montedison a été annulé de la liste. Olivetti aussi. Fiat continue de perdre du terrain (il y a quelques années, Tiscali a dépassé sa capitalisation: la chose est revenue - mais seulement parce que Tiscali a *perdu plus* de Fiat ...). Pirelli est un méchant dans ses secteurs historiques (pneus et câbles) et, de toute façon, sa participation la plus importante est aujourd'hui représentée par le groupe Telecom. Ce, en collaboration avec Eni et Enel (toutes deux contrôlées par l'État), fait en termes de capitalisation boursière de la part du lion. Ils vont également des stocks de puits tels que Autostrade et Autogrill (le premier, en particulier, à des sommets historiques). Ensuite, il y a des banques et des sociétés financières, dont il y a vingt ans ne figuraient pas (ou étaient dans un pourcentage minimum): Intesa (qui a pris la Comit), Unicredito, Sanpaolo IMI-Capitalia, MPS, BNL. Et encore, le seul élément de continuité de la cotation Bourse, Assicurazioni Generali, qui - bien que divisé par deux depuis leur plus haut historique - représentent encore la troisième plus grandes compagnies d'assurance européennes.

Quelle est la signification de ces changements? C'est double. D'une part, la "financiarisation" de la bourse se poursuit - un processus qui a débuté avec la crise des années soixante-dix et qui s'est intensifié avec le temps: le poids des sociétés financières parmi les sociétés cotées augmente. Par ailleurs, le poids des *services publics* augmente également . En revanche, le poids du secteur manufacturier diminue considérablement.

4. Qu'est-il arrivé aux grandes familles du capitalisme italien?

Face à tout cela, on peut se demander s'il faut dire adieu aux grandes familles du capitalisme italien. Selon le véritable glissement de terrain du système industriel italien décrit ci-dessus et le séisme boursier de ces dernières années, on pourrait s'y attendre. Mais il faut changer d'avis. Rien de tout cela ne s'est produit: pratiquement aucune des principales familles n'a disparu. À partir du *Agnelli*: ces derniers mois, la crise ruineuse de l'industrie automobile les a contraints à des cessions douloureuses (comme la Toro Assicurazioni), mais il reste encore un empire commercial des proportions considérables, allant de Fiat à une part de Sanpaolo - IMI, de la Juventus à la Rinascente. [7]

Nous venons aux *Pirelli*. Il vaut la peine de passer quelques mots sur l'histoire de cette société (et de sa dynastie relative), car c'est un paradigme de la parabole du capitalisme italien. Pirelli & C. a été fondée en 1883 par l'ingénieur Giovanni Battista Pirelli. Le développement de l'entreprise, spécialisée dans la production d'articles en caoutchouc, a été favorisé en 1886 par un important contrat du ministère des Travaux publics pour la construction de câbles télégraphiques sous-marins. La société, cotée en bourse en 1922, a fortement pénétré les marchés étrangers depuis le début du siècle et a conquis des positions importantes sur le marché mondial des pneumatiques. C'était la première société italienne à être cotée à Wall Street (en un an pas très heureux: 1929). La société a prospéré sous le fascisme, au point qu'en 1939 le même Ettore Conti, industriel électrique et président de la Confindustria, y compris le nom de Pirelli parmi les membres d'une "oligarchie financière qui rappelle, dans le domaine industriel, l'ancien féodalisme". [8] Après la guerre, Pirelli figure parmi les principaux bénéficiaires (avec Fiat) du plan Marshall, puis parmi les protagonistes du soi-disant "miracle économique". En juin 1969 est né à Pirelli le premier Comité de base de l'unité syndicale, qui remportera un succès important en novembre de la même année (un bon renouvellement de contrat et le droit de réunion). La crise des années soixante-dix affecte la société. L'effectif est réduit et la route vers les acquisitions internationales est tentée: Leopoldo Pirelli tente d'abord de gravir l'Américain Firestone, puis le Continental allemand. Dans les deux cas, ils ont subi une grave défaite et, après le deuxième échec, ils doivent donner le commandement au gendre Marco Tronchetti Provera. Dans les années nonante le groupe, tout en maintenant les activités traditionnelles (câbles et pneumatiques), oriente les ressources vers le secteur immobilier (Pirelli Real Estate), construit à partir de la reconversion des gigantesques zones industrielles précédemment occupées par ses usines. Mais surtout, en 2001, elle a pris le contrôle du groupe Telecom Italia, qui représente aujourd'hui de loin la participation la plus importante du groupe: c'est l'un des principaux «bijoux de famille» privatisés dans les années 90 et un groupe qui en 2002, il a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards d'euros. Au final, Pirelli & C. est aujourd'hui une holding financière dont la principale filiale n'appartient pas au secteur manufacturier. en 2001, il a pris le contrôle du groupe Telecom Italia, qui représente aujourd'hui de loin la plus importante participation du groupe: il est l'un des principaux "bijoux de famille" privatisés dans les années 90 et est un groupe enregistré en 2002 un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards d'euros. Au final, Pirelli & C. est aujourd'hui une holding financière dont la principale filiale n'appartient pas au secteur manufacturier.

Quelques mots sur la situation actuelle des autres familles du capitalisme italien. *De Benedetti* possède encore le groupe d'édition *Espresso* (propriétaire entre autres le journal de *la République*), les sociétés financières (Cir, CIR), une société « nouvelle économie » (CDB Web Tech) qui est l'un des flops les plus sensationnels de New Market italienne, ainsi que des entreprises actives dans les composants (Sogefi) et de l'énergie (énergie). Pour les autres familles historiques du capitalisme italien, la famille *Pesenti* (almobiliare) a les (financiers) et Italcementi (un chef de file des sociétés européennes de ciment, avec des usines en Italie, la Bulgarie, le Maroc, la Thaïlande, le Kazakhstan) et est toujours présent dans l'accord des actionnaires de Mediobanca. *Orlando* a le groupe Gim, qui est propriétaire de la Smi (industrie métallurgique) et - à travers la Smi - KME (produit en cuivre et alliages de cuivre).

Quant à *Benetton*, tout d'abord, il faut dire que nous avons affaire à une famille comme récemment la noblesse « »: le groupe Benetton a été en fait fondé en 1965 et coté qu'en 1986. Parmi les principales activités qui font partie de la famille Aujourd'hui, Benetton comprend non seulement des vêtements, mais aussi des entreprises comme Autogrill et Autostrade. En outre, les Benettons, avec Pirelli, participent au pacte syndical qui contrôle Télécom Italia. Quant à l'ineffable *Berlusconi* est bien connu de ses principaux investissements dans la télévision (RAI et Mediaset), la rédaction (Mondadori) et les assurances (Mediolanum); et bien sûr le monopole dans le secteur public (Palazzo Chigi et de la Chambre et du Sénat contrôlé, l'offre publique d'achat hostile lancée au moment où le pouvoir judiciaire n'a jusqu'à présent pas donné les résultats escomptés).

Morale de l'histoire: les deux familles historiques du capitalisme italien et le *parvenu* maintiennent fermement leurs positions. Non seulement cela: comme nous le verrons immédiatement, ils les maintiennent en utilisant la même *structure de contrôle* qu'ils utilisent depuis des décennies.

5. Concentration du contrôle et des boîtes chinoises

Nous devons d'abord partir d'un point de vue: la concentration du contrôle des sociétés cotées par un ou plusieurs actionnaires est *plus grande* en Italie que dans les autres principaux pays européens: «pour environ trois quarts des sociétés cotées, il existe un actionnaire de contrôle». En particulier, "la concentration de propriété des principales sociétés italiennes cotées est nettement supérieure à celle des sociétés allemandes et françaises et, dans une moindre mesure, à celles des sociétés espagnoles". [9]

Non seulement cela: en Italie ces dernières années, la concentration a *augmenté*. En particulier, la concentration a augmenté grâce aux «boîtes chinoises», un instrument qui permet aux actionnaires les plus importants d'une société donnée de contrôler une part du capital bien supérieure à celle qui est réellement détenue. Et cela signifie qu'il y a *concentration du contrôle sans concentration de propriété*. L'ancien président de Consob, Spaventa, a décrit (euphémiquement) la situation: "l'exercice du contrôle avec un engagement plus modeste envers la propriété est souvent obtenu en recourant à des structures pyramidales longues et compliquées". [i]

Mais comment fonctionnent les "boîtes chinoises"? Fondamentalement, nous traitons avec une chaîne de sociétés, qui peut aussi être très longue. Le premier maillon de la chaîne est une société en commandite par actions. C'est une société strictement non cotée, et donc non contestable. C'est souvent sous la loi néerlandaise ou luxembourgeoise, de payer moins

d'impôts que nécessaire. Prenons un exemple. Tout commence par une société en commandite dont le capital est détenu à 99,36% par un capitaliste unique. Cette société détient 56% d'une autre société non cotée; cette deuxième société possède à son tour 56% d'une petite entreprise cotée en bourse; cette dernière détient 29,9% d'une autre société cotée en bourse dans le portefeuille; cela contrôle 38% d'une troisième société cotée; qui contrôle 60% d'une société non cotée; cette société non cotée contrôle 28,7% d'une quatrième société cotée, qui contrôle 55% d'une cinquième société cotée; ce dernier contrôle avec 56% une sixième société cotée et avec 57% une septième société cotée.

Avec ce système , le contrôle sont Agnelli de Fiat, Tronchetti Provera Pirelli et Telecom (l'exemple ci - dessus n'est pas fictive: c'est précisément la chaîne de contrôle de Pirelli et Telecom, il est apparu jusqu'à il y a quelques mois). Tout cela, avec des économies considérables par rapport à l'acquisition directe de ces sociétés. Quelle taille? Quelqu'un a - il pris la peine de faire le calcul, et les résultats sont les suivants: « les règles de la famille Agnelli sur un empire qui vaut cent risquer son propre argent, en proportion, pas plus de douze ans, » alors que « Tronchetti règne de Telecom avec seulement 0,54% du capital ". [[10](#)]

L'utilisation du mécanisme des "boîtes chinoises" a en commun toutes les dynasties entrepreneuriales italiennes qui contrôlent les sociétés cotées. En pratique, 130 milliards d'euros sont ainsi contrôlés, soit 30% de la valeur totale de la bourse italienne. Dans ce contexte, les petits investisseurs, quel rôle jouent-ils? La réponse est simple: le rôle de mettre de l'argent dans les entreprises contrôlées par ces messieurs, leur permettant de les *contrôler* sans avoir à les *posséder* . Attention: rien de nouveau sous le soleil. On a beaucoup parlé de ce phénomène depuis la fin du XIXe siècle. Lénine l'a également confronté dans l' *impérialisme*, cette conclusion: « La « démocratisation » de la propriété des actions, dont les sophistes bourgeois et opportunistes « pseudosocialdemocratici » se promettent (ou faire semblant de se promettre) la « démocratisation du capital », l'importance croissante et la fonction de la petite la production, etc., constitue en réalité un moyen d'accroître le pouvoir de l'oligarchie financière ". [[11](#)] Mais Lénine, vous savez, est dépassé ...

6. Capitalisme des factures

Si, en ce qui concerne la forme de contrôle des entreprises, aucune grande nouvelle ne peut être vue (on ne peut pas dire que la forme de l'accord et l'outil des boîtes chinoises représentent le dernier cri de la finance internationale ...), les choses sont différentes les *secteurs d'activité* des capitalistes italiens. Ici, cependant, il y a de nouvelles choses: ces dernières années, les principales familles du capitalisme italien ont été les protagonistes d'une véritable *migration généralisée des secteurs manufacturier et industriel vers celle des services publics*.. Un journaliste économique a résumé ce qui s'était passé: «Les groupes industriels italiens tombent comme des quilles les unes après les autres, entre les mains de structures internationales mieux équipées pour la concurrence mondiale; tandis que ce qui reste des grandes familles, anciennes et nouvelles, cherche à s'abriter sous l'égide de services publics peu innovants ». [[12](#)]

Mais qu'est-ce qui a rendu possible cette évasion de la grande industrie? La réponse est simple: les *privatisations massives menées dans les années quatre-vingt-dix* . Cela peut sembler paradoxal si on pense à tous les Solons qui nous ont expliqué comment les privatisations auraient servi non seulement à réduire la dette publique, mais aussi à créer "un

marché financier développé". [13] Maintenant, cet objectif était composé, à son tour, de deux objectifs-conditions. Premièrement, la diffusion des investissements en capital au niveau de la masse, présentée comme un facteur de "démocratie économique". Deuxièmement, l'inscription d'un plus grand nombre d'entreprises privées. Comment les privatisations pourraient-elles aider à atteindre ces objectifs? C'est simple: les entreprises à privatiser seraient cotées en bourse, devenant *des entreprises publiques* (*sociétés* très fragmentées) et invitant les épargnants à acquérir des actions. De cette manière, le montant des titres négociés à la bourse de Milan aurait augmenté, l'épaisseur du marché, comme on dit en jargon. Cela aurait augmenté, ce qui aurait entraîné l'inscription de nombreux propriétaires d'entreprises privées qui n'avaient pas encore envisagé cette possibilité.

Cette opération n'a été qu'à moitié réussie: le premier semestre. De nombreux épargnants ont participé aux privatisations. Mais en Italie, le modèle des *entreprises publiques* ne s'est pas établi. Les capitalistes italiens, à quelques exceptions près, ont pris soin de ne pas faire entrer leurs sociétés en bourse, à tel point que de 1999 à aujourd'hui, le nombre de sociétés cotées a *diminué* (témoignant, entre autres, des difficultés de les petites et moyennes entreprises et les soi-disant "districts industriels" sont en discussion). [14] D'autre part, les plus forts d'entre eux ont *acquis les sociétés privatisées et en ont pris le contrôle*. De cette façon, « *La plupart des grandes entreprises privatisées flottant ont fait l'objet d'acquisitions ultérieures qui ont conduit dans certains cas à leur retrait de la cote* [retrait de la liste de bourse, ndlr] *ou dans la détermination d'une structure de contrôle très concentré* ». [15]

Parmi les entreprises privatisées, les attentions des capitalistes industriels de notre pays se sont tournées vers les services publics . [16] Il y a même un cas où la *même* entreprise, dans quelques années, est entrée dans l'orbite de trois *distincts* Les noms historiques du capitalisme italien: le cas de Telecom, qui est privatisée avant de donner le contrôle de fait (avec seulement 0,8% du capital!) à Agnelli, quoique par un pacte d'actionnaires avec d'autres actionnaires; puis il a subi l'ascension d'Olivetti (en attendant est devenu une boîte financière entre les mains de Colaninno); enfin, il passe sous le contrôle de Pirelli di Tronchetti Provera. Mais même des familles moins nobles partagent une passion pour les entreprises en cours de privatisation. Tel est le cas de Benetton, qui ont récemment acquis le contrôle total de Autostrade (et auparavant avait acheté Autogrill et GS, et avait mis en consortium avec Tronchetti Provera Telecom).

La raison de cette passion généralisée est bientôt énoncée: ces entreprises représentent une source de *certain* bénéfices , qui peuvent bénéficier d'un *revenu de monopole* (ou, dans le pire des cas, d'oligopole); il s'agit entre autres d'une source de profits *retirés* non seulement *des phases alternées du cycle économique* (les factures sont toujours payées), mais aussi de *la concurrence internationale* . Le chemin est donc le suivant: *les grandes familles du capitalisme italien quittent le secteur manufacturier, où elles perdent leurs chances en ne soutenant pas la concurrence internationale, et se lancent dans le canot de sauvetage représenté par les entreprises publiques privatisées*. Est-ce que vous essayez encore? La coïncidence impressionnante entre le moment de la transition vers les services publics et la crise dans les secteurs d'origine.

Ainsi, Fiat se lance dans l'aventure d'Edison face à la dégradation de la situation dans le secteur automobile. Pirelli achète Telecom en 2001, lorsque les premiers signes de la crise se font sentir dans ses secteurs traditionnels, en particulier dans le secteur des câbles et des

systèmes de télécommunication, qui s'aggraveront considérablement en 2002 (perte nette de 58,4 millions d'euros et activité en baisse de 13,2%). Enfin, au cours des premiers mois de 2003, Benetton a lancé une offre publique d'achat (OPA) sur les actions Autostrade. Les mêmes jours, le principal quotidien économique italien a souligné comment le compte de résultat de la société en 2002 a vu la contraction de *tous* les principaux éléments, du chiffre d'affaires (-5%) au résultat d'exploitation (-15%), se terminant par une perte nette de 9,8 millions d'euros (contre 148 millions l'année précédente).

Sur l'*affiche*, nous lisons que "c'est un peu pénible de voir la famille italienne la plus innovante abandonner les *couleurs* pour porter le vêtement gris du péage de sortie" (23/2/2003). Mais peut-être n'est-ce pas le cas de trop bouger: en effet, le rendement du capital investi dans les T-shirts est (quand ça va) de 7%, celui des péages autoroutiers atteint 18%. [17] En résumé, la famille Benetton n'a rien à redire: la crise du développement du secteur manufacturier a réagi en sautant sur le canot de sauvetage d'une *entreprise* qui fournit un revenu monopolistique. Mais nous le faisons car une économie dont le secteur manufacturier donne *des taux forfaitaires* n'a pas d'avenir.

Mais si cela est vrai, il faut avoir le courage de dire la vérité: personne ne dit que *les privatisations italiennes, au lieu de représenter un moment de croissance pour l'économie italienne, ont eu des effets négatifs sur le tissu productif de notre pays, accélérant son déclin, comme ils ont offert aux principales dynasties d'entreprises un moyen pratique et rentable de sortir du secteur manufacturier.*

[1] G. De Luca, "*De l'économie industrielle au secteur financier*": les sociétés cotées à la bourse de Milan de 1861 à 2000 ", dans *des sociétés cotées à la bourse de Milan de 1861 à 2000 Profils et stocks historiques*, c. par G. De Luca, Milan, Scheiwiller, 2002, pp. 25-27. Les italiques dans le texte sont les miennes.

[2] Ibid., Pp. 63-64. Les italiques dans le texte sont les miennes.

[3] Ibid., P. 64.

[4] Données rapportées dans P. Ciocca, *La nouvelle finance en Italie*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000, p. 246.

[5] RD, *multinationales: agrégats financiers (274 entreprises)*. Édition 2002, Milan, janvier 2003. La recherche peut être téléchargée à partir du site Web www.mbres.it. Pour mémoire, les données sur la productivité et les coûts de la main-d'œuvre ont également été rapportées par *Sole 24 heures*, 28/1/2003. Dans un tableau et non dans le titre, comme cela est évident ...

[i] Rapport du Gouverneur pour l'exercice 2002, mai 2003, pp. 89, 91-93, 95-6, 108, 111.

[i] Considérations finales du gouverneur de la Banque d'Italie, 31 mai 2003, pp. 15-17, 21. Mes italiques.

[6] Voir G. De Luca, *art. cit.*, p. 65.

[7] Pour les événements de Fiat, je me réfère à mes "*Cent ans d'emprisonnement*" publiés dans le no. 3/2002 de *Proteus*.

[8] *Cit. dans U. Bertone, capitalistes d'Italie, Milan, Boroli, 2003, p. 37.*

[9] *Consob, Rapport pour l'année 2002*, pp. 7, 4.

[i] *Réunion annuelle avec le marché financier*, 8 avril 2002, p. 11.

[10] Voir, respectivement, M. Mucchetti, *op.cit.*, pp. 52, et le titre en première page du journal financier *MF* du 17 juillet 2003.

[11] VI Lénine, *Impérialisme, Phase suprême du capitalisme*, 1916-1947; tr.it. dans *Economic Writings*, édité par U. Cerroni, Rome, 1977, p. 535.

[12] O. De Paolini, "*La classe qui n'existe plus*", *Borsa & Finanza*, 19/10/2002.

[[13](#)] Sur ce point et sur d'autres aspects des motifs invoqués pour la privatisation, voir R. Martufi, L. Vasapollo, *vices privés... sans vertus publiques. L'état de la privatisation et le revenu social de Minimo*, Naples, Mediaprint, 2003, p. 82.

[[14](#)] Le prochain article de cette série consacré aux développements récents et à la situation actuelle du capitalisme italien sera consacré à ce sujet.

[[15](#)] Consob, *Rapport pour l'année 2002*, p. 3.

[[16](#)] À cet égard, il convient de noter que les entreprises industrielles parmi les entreprises privatisées ont plutôt été achetées presque exclusivement par des sociétés multinationales étrangères.

[[17](#)] Ces chiffres ont été cités par *Il Riformista* en date du 23/3/2003, comme appris par les Benetton eux-mêmes.